

L'hon. M. Hellyer: Si nous disposions d'avions transocéaniques, monsieur l'Orateur, nous étudierions cette possibilité.

M. Woolliams: Puis-je poser au ministre la question que voici au sujet de sa suggestion relative aux lignes aériennes du Pacifique-Canadien. Le ministre sait-il que d'après les porte-parole de cette compagnie, leurs appareils sont si encombrés par le courrier du ministre des Postes et par d'autres articles qu'il n'y a plus de place à bord pour ce genre de choses.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

LE BUDGET

L'ANNONCE D'UN EXPOSÉ BUDGÉTAIRE

M. David Lewis (York-Sud): Ma question s'adresse au ministre des Finances. Est-il maintenant en mesure d'informer la Chambre s'il a l'intention de présenter un budget ou, à défaut, une revue de la situation économique? Si oui, quand?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Je l'ai déjà dit, j'ai l'intention de présenter un exposé budgétaire sous une forme ou sous une autre probablement fin mai ou début juin.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'EXEMPTION DES VIEILLARDS PENSIONNÉS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre songe-t-il toujours à inclure dans cet exposé des dispositions tendant à soustraire à l'impôt les retraités qui n'ont que leur pension de vieillesse et le supplément de revenu garanti?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Lorsque nous préparons le budget, nous tenons compte de toutes les instances présentées au gouvernement.

LE PROGRAMME DE SANTÉ ET DE SPORT AMATEUR

LE DÉLAI DE LA PARTICIPATION DU QUÉBEC

M. Gérard Loiselle (Saint-Henri): Monsieur l'Orateur, une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A la suite des accusations graves formulées par M. Gabriel Loubier, ministre du Tourisme, de la Pêche et de la Chasse de la province de Québec, à propos de l'hésitation du gouvernement fédéral à permettre au Québec de prendre part au programme fédéral de santé et de sport amateur, le ministre de la Santé et du Bien-être voudrait-il expliquer ces lenteurs à la Chambre?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur. Depuis la mise en marche du programme, il n'y a aucune hésitation de notre part. Nous avons passé des accords avec d'autres provinces, mais le Québec a préféré ne pas en signer. Récemment, au cours de la dernière année de l'accord de trois ans, le Québec a témoigné d'un certain intérêt. Nous sommes très heureux de l'accueillir, mais quelques-unes de ses propositions sont nouvelles, et nous en discutons actuellement. Nous sommes disposés à les mettre à exécution avec le Québec.

J'ai tenté de parler au ministre que le député a évoqué à plusieurs reprises, mais apparemment il n'a pas été en mesure de répondre jusqu'ici, sauf par télégramme.

LA RECHERCHE

LES MESURES D'AUSTÉRITÉ DES RECHERCHES SUR LES ANIMAUX

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais me reporter à la page 6891 du *hansard* où figure ma question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elle est ainsi conçue:

Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Un journal important a publié récemment une nouvelle selon laquelle la réputation du Canada dans le domaine de la recherche sur les animaux et même la santé des hommes de science qui s'occupent de cette recherche se trouvent compromises par les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement. Le ministre pourrait-il nous dire ce qu'on fait actuellement pour remédier à cette situation lamentable?

Vous aviez alors répondu, monsieur l'Orateur, que le ministre pourrait sans doute répondre en faisant une déclaration à l'appel des motions. Je demande donc que ces renseignements fassent l'objet d'une déclaration demain à l'appel des motions par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ou le ministre de l'Agriculture, afin que nous sachions ce qui se passe.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): J'ignorais que notre programme de recherche dans ce domaine avait été compromis à cause de réductions faites dans la Caisse d'aide à la santé ou dans toute autre caisse, dont le député veut parler. Comme il le sait, nous avons plus que doublé les millions de dollars que nous avons déjà affectés au domaine de la recherche médicale.

M. Rynard: Il semble que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social n'ait pas